

Questions orales

Mme le Président: A l'ordre!

M. Trudeau: Madame le Président, l'honorable représentante ne cesse de prétendre que l'allégeance politique des membres du Conseil influence leurs décisions. D'abord, je me demande comment elle reconnaît la couleur politique de celles qui ont choisi l'un ou l'autre option. D'après elle, les dix sont sans doute conservatrices. A-t-elle une liste de noms à nous présenter? Connaît-elle l'allégeance politique des membres? Si c'est le cas, comme elle l'a dit, elle contribue justement comme d'autres députés l'ont fait aujourd'hui, à détruire la crédibilité du Conseil en affirmant que les membres ont voté selon leur allégeance. Nous en doutons, mais si les députés continuent de l'affirmer, bien sûr que la crédibilité du Conseil sera mise en doute.

Pourrait-on trouver au sein du Conseil des membres qui seraient politiquement neutres? Que devrions-nous faire? Devrions-nous nous enquerir de leur allégeance avant de les nommer ou en tenir compte chaque fois que les membres votent? J'ai l'impression qu'au nom de la protection de la femme, nos vis-à-vis sont en train de détruire la démocratie.

Des voix: Bravo!

Mlle Jewett: Madame le Président, étant donné que la plupart des Canadiens mettent en doute la crédibilité du Conseil...

M. Trudeau: Comment le savez-vous?

Des voix: Oh, oh!

Mlle Jewett: Je me demande...

Des voix: Oh, oh!

Mlle Jewett: Étant donné que la plupart...

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Je prierais le député de poser ses questions plutôt que de faire tant d'annonces. J'en ai accepté quelques-uns mais je serai bientôt à bout de patience. Les questions, s'il vous plaît.

Mlle Jewett: Madame le Président, je voudrais poser au premier ministre une dernière question. Envisagerait-il sérieusement, comme on lui a déjà demandé de le faire, de trouver parmi ses députés quelqu'un qui se préoccupe vraiment de la condition féminine et de l'indépendance du conseil consultatif afin de le nommer ministre chargé de la situation de la femme?

M. Nielsen: C'est un projet irréalisable.

M. Trudeau: Madame le Président, j'ai commencé tout à l'heure à répondre à cette question, mais l'opposition s'est mise à pousser de grands cris.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je vais continuer à énumérer les réalisations du ministre depuis avril 1980.

Des voix: Règlement.

M. Trudeau: Nous avons de plus chargé un groupe de travail d'examiner la situation des domestiques étrangers. Nous avons présenté...

Des voix: Oh, oh!

M. Baker (Nepean-Carleton): J'invoque le Règlement, madame le Président.

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. Munro (Hamilton-Est): Il a le droit de répondre.

Mme le Président: Puis-je demander au très honorable premier ministre de répondre brièvement aux questions?

M. Trudeau: Certainement madame le Président. La réponse est non.

* * *

LE BUDGET**LES CONTRADICTIONS CONTENUES DANS LA POLITIQUE FISCALE**

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et ministre des Finances. C'est au sujet de la portée de la politique fiscale qu'il a présentée dans son récent budget. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré, à de nombreuses reprises, que l'autonomie était le premier objectif du programme énergétique du gouvernement. Si c'est vrai, la politique fiscale devrait certainement favoriser la production et ralentir la consommation.

Comme la politique prévue dans le budget du ministre des Finances vise, de toute évidence, à ralentir la production avec la taxe de 8 p. 100 sur la production et la taxe d'accise sur le gaz naturel, alors qu'elle ne prévoit pas de mesures aussi énergétiques pour inciter les consommateurs à économiser, comment le ministre peut-il nous expliquer ce décalage entre sa politique et les objectifs du programme?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je ne suis pas d'accord avec la façon dont le député présente sa question.

M. Wilson: Madame le Président, c'est pourtant bien clair. Si le ministre n'a pas l'esprit plus logique, je n'ose pas deviner ce que contiendra le prochain budget.

La canadienisation constitue un des autres principaux objectifs du Programme énergétique nationale du gouvernement. La politique fiscale devrait certainement essayer d'imposer un fardeau moins lourd aux sociétés canadiennes. Comme les sociétés en question travaillent surtout dans le domaine de la production, elles ressentent les effets de cette politique beaucoup plus que les multinationales qui, en plus de la production, ont également des activités dans le domaine du raffinage, de la pétrochimie et de la commercialisation. Le ministre peut-il nous expliquer, encore une fois, pourquoi sa politique fiscale ne correspond pas aux objectifs du Programme énergétique national?

M. MacEachen: Madame le Président, le député dit encore que cela ne concorde pas. Il fait ses propres hypothèses quant au budget et au Programme énergétique national. Nous n'admettons pas le désaccord total que manifeste le député à l'égard des objectifs de ce programme et des méthodes prises pour les atteindre qui, à mon avis, sont approuvées par la majorité des citoyens si non par son parti.